

autoriser la mise en œuvre, dans tout le Canada, d'Offices de commercialisation agricole. On était d'accord en général sur l'augmentation des pensions destinées aux vieillards et des prestations en faveur des aveugles et des invalides. Puis le communiqué se termine par quelques mots au sujet des Indiens et des Esquimaux. L'accord fut général, en ce qui concerne les méthodes ayant pour objet de mieux les intégrer au reste de la population canadienne. Enfin, le communiqué finit par ces mots:

A la fin de la conférence, les chefs de toutes les délégations ont déclaré qu'ils étaient résolus à travailler de concert en vue d'assurer force et bien-être au Canada et à ses provinces.

Ils auraient pu rédiger ce communiqué presque en entier avant même de commencer la conférence. Cette conférence a été signalée comme un des aspects du programme Pearson. Le programme nous a été présenté aujourd'hui sous la forme d'une vaste fresque; mais lorsque le moment est venu de présenter aux délégués des provinces un programme pour l'avenir de la Confédération, le gouvernement a abouti à cette maigre et insignifiante augmentation, à comparer aux augmentations que nous avons données aux provinces, et cette somme de 87 millions de dollars sera distribuée de la façon indiquée par le premier ministre.

Monsieur l'Orateur, ils ont reçu une bonne leçon, et c'est qu'ils doivent se consulter. C'est une bonne chose. Pour le reste, il va falloir attendre jusqu'en mars pour voir si on en est arrivé à quelque marché. D'avril à novembre, M. Lesage proférait des menaces, mais au cours de la réunion, l'ultimatum s'est soudainement évaporé et c'est ce résultat plutôt insignifiant qui est apparu au lieu des réalisations tant espérées.

Malgré l'éloquence et la grandiloquence du premier ministre, la conférence s'est soldée par un démenti des engagements et des promesses du parti libéral sur les subventions de péréquation. Puis le parti a terminé avec la concession sur les droits de succession, afin de pouvoir dire: «Maintenant, nous avons accompli le premier pas dans la direction des exigences formulées le 5 avril par M. Lesage.» Les libéraux appellent cela l'entente entre les provinces, mais les provinces ne pouvaient faire autrement que de dire: «C'est ce que nous allons obtenir. Nous allons rentrer chez nous et il y aura de nouvelles consultations. Peut-être qu'en avril prochain le gouvernement aura un projet à nous proposer.

**M. Grégoire:** Monsieur le président, j'ai écouté très attentivement le discours du chef de l'opposition. Il évoque vivement dans mon esprit le ton des discours que le premier ministre avait l'habitude de faire lorsqu'il était

dans l'opposition. Je déplore seulement que le chef de l'opposition n'ait pas formulé les mêmes déclarations il y a un an, parce qu'alors nous aurions pu obtenir certains résultats. Je l'ai écouté nous parler de tout ce qu'ils auraient dû avoir accompli, mais si nous observons les résultats après cinq ans d'administration conservatrice, nous constatons qu'ils ont été très maigres.

J'ai également écouté le discours prononcé par le premier ministre cet après-midi, et depuis que je siége dans cette Chambre, j'ai toujours constaté qu'il peut faire de beaux discours avec de belles phrases et de beaux mots, mais ce ne sont que des mots. Comme il l'a déclaré lui-même, il s'est présenté à la séance inaugurale de la conférence fédérale-provinciale sans avoir de solution à offrir. Il a assisté à la conférence, il a écouté, puis il réclame maintenant la paternité de certaines solutions.

(Texte)

Voici, monsieur l'Orateur, quelques phrases prononcées par l'honorable premier ministre (M. Pearson) lors de l'ouverture de la conférence fédérale-provinciale:

Ce que j'espère, c'est que la ligne de conduite bien définie, qui est nécessaire aux gouvernements fédéral et provinciaux dans les questions d'intérêt commun, prendra forme au cours de la conférence. Cette ligne de conduite doit se dégager de notre échange de vues plutôt que de déclarations faites à titre de propositions pour amorcer nos entretiens.

Et dans le discours qu'il a fait cet après-midi le premier ministre du Canada disait:

On ne peut trouver les solutions pendant les quatre jours que dure la conférence fédérale-provinciale.

Mais là, ce que l'on peut reprocher au premier ministre à ce sujet, c'est de ne pas avoir pris connaissance, avant la conférence, des demandes et des suggestions faites par les gouvernements provinciaux, de ne pas les avoir analysées, de façon à essayer d'arriver à la conférence fédérale-provinciale avec une solution.

A maintes reprises, dans son mémoire, le premier ministre de la province de Québec fait une comparaison avec les besoins prioritaires du gouvernement fédéral. Mais à l'heure actuelle, les besoins provinciaux sont prioritaires.

Un peu plus loin on voit dans le mémoire:

Après la guerre et pendant peut-être une dizaine d'années, il importait que l'économie canadienne se réadapte à des conditions nouvelles.

Et toujours lorsqu'on voit les comparaisons faites entre les besoins prioritaires du gouvernement fédéral en temps de guerre et les besoins prioritaires des provinces en temps de paix, on réalise qu'il s'agit maintenant de développer le capital humain dans notre pays,